

JANVIER 2013

Pages 2-9

ACTUALITÉS DU MONDE

Europe

Italie : e la nave va !

Allemagne : élection régionale de Basse-Saxe

Asie

Vietnam :

40 ans des accords de Paris

Amérique latine

Chili : des sommets à Santiago

Afrique

Mali :

texte Front de gauche *Afrique*

Monde arabe

Israël : la droite et le châtiment

Le billet de Gérard Streiff

Viva Partagas !

Pages 10-13

POUR UNE AUTRE EUROPE

50 ans du Traité de l'Élysée

Pages 14-15

FOCUS

campagne nationale solidarité Kurdistan

Pages 16-17

ACTIVITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 18-21

REGARD sur

Monde arabe 2 ans après

MALI

RESOUDRE LES PROBLÈMES ESSENTIELS...

On peut (il faut) comprendre les Maliens qui se sentent soulagés parce que débarrassés de l'emprise et de la menace des bandes islamistes armées, de leur fanatisme et de leurs pratiques anti-sociales violentes. Restent les problèmes essentiels qui ont conduit à la crise majeure d'aujourd'hui.

La déliquescence de l'État malien est le fruit d'un sous-développement accentué par le poids des politiques néo-coloniales et par l'ajustement structurel néo-libéral appliqué durant des années sous contrainte du FMI.

Le déploiement offensif de bandes armées islamistes est un fruit de la déstabilisation et de la guerre de l'OTAN en Libye. Mais son origine est aussi la crise algérienne et le terrorisme qui ont durement frappé l'Algérie dans les années 90. Ce sont les mêmes chefs de bandes qui dirigent aujourd'hui les groupes armés djihadistes au Mali.

L'intervention militaire française, elle-même, traduit l'impasse dans laquelle se trouvent les puissances capitalistes dominantes – dont la France – pour surmonter les conséquences, au Sud, de leurs propres politiques, pour pouvoir maintenir leur domination et garantir une stabilité minimum conforme à leurs intérêts (AREVA au Niger par exemple).

On sait que la guerre déroule ses propres processus qui peuvent devenir non maîtrisables. On sait aussi que sans réponses crédibles aux enjeux du développement humain dans toutes ses dimensions, aux attentes sociales et démocratiques populaires, rien de durable ne peut advenir. En fait, la question est la (re)construction de l'État malien, du consensus politique national nécessaire pour une nécessité aussi existentielle.

La crise malienne est probablement l'exemple même des problématiques fondamentales de ce début du XXI^{ème} siècle. Saura-t-on, voudra-t-on, résoudre les problèmes du Sud et du monde ? La France, l'Union européenne auront-elles la volonté et la capacité – au moins – d'y contribuer ? Cela dépendra largement de notre propre engagement, de la qualité de notre intervention sur cet enjeu colossal mais incontournable de coopérations dans le respect mutuel et l'intérêt réciproque, l'enjeu d'un nouvel ordre international.

Jacques Fath



calendrier

- **Congrès du PCF** jeudi 7 à dimanche 10 février
- **Soirée d'inauguration de la Semaine anticoloniale 2013** vendredi 15 février à 18h30 au siège du PCF - Espace Niemeyer
- **Congrès du PC de la Fédération de Russie à Moscou 22 au 25 février** participation de Gilles Garnier pour le PCF
- **Projection/débat du film *Avoir 20 ans dans les Aurès* de René Vautier** mardi 26 février à 18h30 au siège du PCF - Espace Niemeyer

Italie

e la nave va ! *

Il y a quelques mois, les primaires du Parti démocrate avaient vu la victoire de Pier Luigi Bersani, secrétaire du parti, devant le maire de Florence Matteo Renzi et Nicchi Vendola, président de la région des Pouilles et président de Socialisme liberté et écologie (SEL). Le Parti démocrate reste, avec 30%, la première force politique du pays. Le choix de Berlusconi de précipiter la chute de Mario Monti, président du conseil, a accéléré la recomposition politique dans un pays qui nous a, depuis 1994, habitués à des retournements pré et post-électorales surprenants.

Le pôle des libertés et son chef Berlusconi ont pris le risque, en accélérant le processus électoral, d'aller vers une chambre sans majorité stable. Ce même Berlusconi, qui avait juré, mais c'était cet été dans *Libération*, qu'on ne l'y reprendrait plus et qu'il abandonnait la politique... Mais les nombreuses affaires qui restent en suspend, comme celle liée à une affaire de corruption de mineure, risquaient de le faire tomber définitivement. Et *Il Cavaliere* a toujours considéré qu'un mandat électif était la meilleure façon de se protéger des foudres de la justice.

Ses amis savaient que s'il revenait dans la course, le pôle des libertés pouvait repasser les 20%, ce que les sondages lui donnaient jusqu'à hier. Mais sa sortie sur les bienfaits du fascisme et de Mussolini peut lui coûter cher. Mario Monti a lui aussi créé la surprise en acceptant de conduire un improbable attelage de différentes forces politiques centristes comme l'UDC de Casini et le petit parti de Fini. La « Baleine blanche », celle qu'on ne voit jamais, comme les Italiens appellent ce centre mou qui ne cesse de se diviser et de se regrouper depuis la chute de la démocratie chrétienne et dont périodiquement on annonce le retour, plafonne à 10%. Monti a-t-il eu raison de sortir de son habit de technicien pour endosser l'armure de chef de parti ? L'histoire nous le dira, mais il y a fort à parier que le rejet de sa politique ne radicalise les positions entre le centre gauche et la droite.

Les surprises du scrutin de fin février viendront du score de Beppe Grillo avec son mouvement des 5



étoiles qui, sur le plan de la géopolitique, se situe, selon les sujets, de l'extrême droite populiste à l'extrême gauche populiste. Son annonce de ne s'allier à personne pourrait dans la dernière ligne droite lui faire perdre des points. Il est actuellement à 14%. Il est représentatif de nombreux Italiens déboussolés et écœurés par les manœuvres politiques. Il est un exutoire. Sera-t-il aussi haut ?

Il semble toutefois que ses 5 étoiles soient en train de pâlir. Nombre de ses soutiens ont rejoint le pôle Rivoluzione civile, liste conduite par Antonio Ingroia, qui a su travailler à une plate-forme regroupant nos camarades de Refondation communiste, du Parti des communistes italiens, de l'Italie des Valeurs de Di Pietro, le Rassemblement orange de De Magistris, maire de Naples, et des Verts.

En quelques semaines, cette alliance déjà testée dans certains scrutins locaux, comme à Naples ou en Sicile, a créé un espoir. C'est cette forme indissociable en Italie du rejet de la corruption, du clientélisme et de la mafia d'un côté, et la défense d'une ligne idéologique clairement identifiée à gauche de l'autre. Les forces qui la composent ont toutes refusé de soutenir Mario Monti, qu'elles aient été au Parlement ou pas, ce qui n'a pas été le cas du Parti démocrate de Bersani. Des intellectuels, des juges, des journalistes, des syndicalistes appellent à soutenir cette liste. Clairement anti-libérale et contre l'austérité, cette liste a aussi l'avantage de rassembler des personnalités très impliquées dans la lutte contre la mafia comme Orlando, le maire de Palerme et la fille du député communiste assassiné Pio la Torre.

Il est évident que si cette alchimie, dans laquelle nos camarades de Refondation communiste ont joué un rôle non négligeable, réussit, il y aura de nouveau au Parlement italien des députés et des sénateurs qui sauront défendre les droits et les acquis du peuple italien et de la constitution de 1946. Ainsi une autre voie que celle du renoncement et de l'adaptation au système libéral que propose Bersani pourra exister à gauche. La victime collatérale de ce nouveau pôle en émergence est Nicchi Vendola qui, en s'alliant aux démocrates, perd de plus en plus de soutien et de voix. Son utilité comme aiguillon des démocrates apparaît vaine, surtout que Bersani n'a pas fermé la porte si nécessaire aux centristes de Monti.

Résultats les 24 et 25 février prochain.

Gilles Garnier

membre du Conseil national du PCF

* vogue le navire

Allemagne élection régionale de Basse-Saxe un nouveau Land perdu par Angela Merkel

Malgré sa popularité dans les sondages d'opinion, Angela Merkel sort une nouvelle fois affaiblie d'un scrutin régional puisque qu'un nouveau Land échappe, certes de justesse, à la coalition CDU-FDP au pouvoir à Berlin. À neuf mois des élections au Bundestag, les commentateurs ont voulu voir dans cette élection de Basse-Saxe un test de portée nationale et les médias se sont focalisés sur le combat entre les deux coalitions prétendant à la victoire à Hanovre, les sortants CDU-FDP et leurs challengers SPD-Verts. Au total, la CDU a perdu des voix, mais en partie en faveur de son allié FDP, afin que ce parti puisse atteindre les 5% nécessaires pour se maintenir au Landtag et ainsi poursuivre son alliance avec la CDU. Le SPD augmente son score, mais bien moins que les Verts, plus



dynamiques dans leur opposition au gouvernement. La polarisation sur les scores respectifs des deux coalitions, qui se tenaient au coude à coude, a empêché un débat sur les questions de fond qui se posent en Allemagne comme la politique austéritaire, l'emploi précaire, le modèle de construction européenne. En refusant de proposer une alternative réelle à la politique de la chancière, le candidat désigné du SPD pour les élections de septembre prochain, Peer Steinbrück, a fait un début de campagne calamiteux qui a failli nuire au succès de ses amis de Basse-Saxe soucieux d'incarner le changement.

Dans ce contexte, les militants de Die Linke ont eu beaucoup de difficultés à développer leur offre politique véritablement alternative même si les sondages attestent de l'importance attachée par l'électorat aux thèmes de la justice sociale et de la sécurité de l'emploi. Le phénomène de « vote utile » pour se débarrasser de la coalition sortante, ajouté aux conséquences des turbulences qu'a connues Die Linke l'an passé, a coûté cher à Die Linke qui ne retrouve que la moitié de ses voix.

La question qui reste posée à l'issue des élections de Basse-Saxe est celle de l'alternative politique : le risque est grand de voir les élections au Bundestag se polariser autour du duel Merkel-Steinbrück, en spéculant sur le score du FDP, la possibilité de reconduire la coalition sortante ou finalement le retour de la grande coalition CDU-SPD. Il est urgent de discuter des contenus politiques plutôt que des jeux politiques ; c'est pourquoi Die Linke a pris l'initiative de formuler un certain nombre d'exigences, incontournables pour un véritable changement, susceptibles d'être portées bien au-delà de ses rangs, y compris par le SPD et les Verts.

C'est en montrant ainsi son utilité pour faire évoluer la politique allemande, comme elle l'a fait par exemple sur la question du salaire minimum, que Die Linke compte mener une campagne électorale conquérante pour le Bundestag.

Alain Rouy

LANDTAG DE BASSE-SAXE

	Résultats en %	Nbre de sièges
CDU	36 (- 6,5)	54 (- 14)
SPD	32,6 (+ 2,3)	49 (+ 1)
Verts	13,7 (+ 5,7)	20 (+ 8)
FDP	9,9 (+ 1,7)	14 (+ 1)
Die Linke	3,1 (- 4)	0 (- 11)
Piraten	2,1	0

Total des sièges : 137 (- 15 en raison du système électoral)

Coalition SPD-Verts : 69 - Coalition CDU-FDP : 68

Vietnam

40 ans des accords de Paris

intervention de Pierre Laurent lors de la réception à l'Ambassade pour le 40^{ème} anniversaire de la signature des Accords de Paris
24 janvier 2013



Monsieur l'Ambassadeur et cher camarade,
Madame,

Chers camarades du Parti communiste vietnamien
et du Parti communiste français,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je souhaite tout d'abord vous dire à quel point je suis heureux, avec mes camarades du Parti communiste français, de me trouver ici, ce soir, à l'Ambassade de la République socialiste du Vietnam pour commémorer le 40^{ème} anniversaire des Accords de Paris, la fin de la guerre mais aussi l'établissement des relations diplomatiques entre le Vietnam et la France.

Je veux, naturellement, rendre hommage à Henri Martin, à Raymonde Dien, à Madeleine Riffaud, à Charles Fourniau, à Raymond Aubrac, à Léo Figuères... à toutes celles et ceux qui ont contribué au combat anti-colonial, aux dockers, aux syndicalistes, aux militants de l'époque, à toutes celles et ceux que je ne peux citer ici... Deux générations de militants, de la guerre française à l'agression américaine, ont ainsi affirmé leur internationalisme. Nous sommes fiers d'eux. Nous sommes fiers de ce que nous avons fait au côté du peuple vietnamien. Nous sommes honorés que les Accords de Paris aient pu être négociés à Paris parce que nos camarades vietnamiens l'ont imposé ainsi à une administration américaine qui ne le voulait pas.

Les Accords de Paris constituent un événement majeur de l'après deuxième guerre mondiale. Après 30 ans ininterrompus de guerre dans votre pays, ces accords, c'est d'abord, en effet, la défaite de l'impérialisme des États-Unis et l'annonce de la paix. Même s'il faudra encore de nombreux mois pour que celle-ci se concrétise réellement et pour aboutir à la réunification du Vietnam. Le 30 avril 1975, votre peuple ne mit pas seulement fin à la guerre américaine, il acheva un combat de plus d'un siècle contre les interventions meurtrières de l'Occident capitaliste. Comment, en cet instant, ne pas rappeler la grande figure du prési-

dent Ho Chi Minh, symbole de ces luttes, père de l'indépendance à l'ère moderne, mais en même temps homme-passerelle entre les peuples et, nous en sommes fiers aussi, homme passerelle entre nos Partis, le Parti communiste du Vietnam et le Parti communiste français.

Il s'agit du résultat d'un combat populaire de libération qui restera comme une sorte de leçon dans l'histoire des luttes d'émancipation. Ce combat révéla au monde un peuple capable de vaincre la première puissance mondiale. N'oublions pas, cependant, que les Accords de Paris traduisent diplomatiquement et politiquement une page exceptionnelle de l'histoire du 20^{ème} siècle. Ce 27 janvier 1973, c'est aussi la fin de la longue suite des ingérences, des interventions militaires extérieures, des stratégies de domination qui ont marqué votre pays durant des siècles.

Le peuple vietnamien devient alors, avec sa victoire, un peuple souverain, maître de son destin. Nul ne pourra, dès lors, lui imposer une autre loi que celle qu'il a choisie par sa résistance, son intelligence de la lutte de libération et le courage de son peuple.

C'est ce qu'on appelle « *faire l'histoire* ».

Cette victoire, cependant, ne peut faire oublier les sacrifices immenses et le prix élevé que votre peuple a payé, puisque 30 ans de guerre vous ont coûté 3 millions de victimes, un pays dévasté, des souffrances indicibles, l'horreur des armes chimiques utilisées massivement... Quant à la France coloniale, elle laissa au Vietnam bien des forces, mais aussi son honneur. Qui donc avait raison, lorsque la guerre fut déclenchée ? Était-ce d'Argenlieu et la quasi totalité des hommes politiques français non communistes, ou bien les combattants de la paix qui, dès le début, dénoncèrent la « sale guerre » ? Poser la question, c'est y répondre. Et que dire à propos des 58.000 soldats américains tués dans une guerre qui fut, pour Washington, une défaite magistrale et pour le peuple des États-Unis, un traumatisme durable ?

Aujourd'hui, cette page à la fois victorieuse, exemplaire et terrible est tournée. Évidemment, elle a laissé des traces, des cicatrices, des blessures. Mais elle a aussi construit entre vous et nous, entre communistes vietnamiens et français une relation de solidarité et d'amitié exceptionnelle.

Chers camarades, je vous le dis, une fois encore, le lien qui nous unit est d'une force particulière. C'est un lien très précieux. Ho Chi Minh lui-même, n'est-ce pas, participa à la fondation de notre parti au Congrès de Tours en 1920. On ne pouvait mieux commencer une histoire véritablement commune... une histoire que nous poursuivons ensemble.

⇒

Vietnam : 40 ans des accords de Paris

Les Accords de Paris ont donc ouvert un nouvel avenir pour le Vietnam. L'année 1973, elle-même, fut significative du contexte international qui s'imposa à chacun, à votre pays comme au nôtre. Les années 70 furent une période d'intenses confrontations politiques, idéologiques et stratégiques, une période de combativité, de progrès pour les forces démocratiques, pour le Mouvement des Non-alignés... Une période de détente et de coexistence pacifique.

Mais ce furent aussi des années de chocs violents et de crise structurelle commençante. La seule année 1973 fut marquée notamment par la guerre du Kippour, par les coups d'État fascistes au Chili, en Uruguay, en Grèce, par la création de la Commission Trilatérale qui annonçait une autre guerre – idéologique celle-ci – contre toutes les forces démocratiques.

Les derniers GI quittaient le Vietnam mais les puissances capitalistes occidentales, après cet apogée dans la lutte de libération, avec le reflux de la colonisation, passaient à la contre-offensive.

Le Sommet des Non-alignés d'Alger, en septembre de cette même année, décrivait les conditions d'un nouvel ordre économique international, rejetait les politiques de force, l'exploitation et le pillage économique... mais le premier choc pétrolier donnait prétexte à la mise en œuvre de politiques d'austérité qui n'ont cessé, depuis, d'accentuer la crise et de faire reculer les acquis et les droits sociaux.

Le Vietnam souverain, comme la France et comme tant d'autres pays, voyait ainsi s'ouvrir devant lui ce nouveau défi majeur de l'issue à la crise, du développement dans toutes ses dimensions, de la réponse aux attentes sociales dans un monde capitaliste violent et dominant, hostile à l'extension des droits, au progrès pour tous, à la justice, à la maîtrise nationale d'une croissance dans l'égalité...

Aujourd'hui encore, nous voici, vous et nous, devant cet énorme enjeu : comment changer le mode de développement, les critères de gestion, le financement de l'économie pour donner un avenir véritablement humain à chaque pays dans le contexte d'un capitalisme mondialisé en crise structurelle ?

Nous voici donc toujours ensemble, même si nos situations sont bien différentes, pour réfléchir et agir en convergence afin d'ouvrir une perspective de développement à nos peuples.

Dans cet esprit, nous avons récemment tenu au siège de notre Parti, un important séminaire commun sur la crise et les alternatives nécessaires, qui a montré comment nous devons, vous et nous, regarder vers l'avenir, agir pour que les relations franco-vietnamiennes soient un terrain d'innovation et d'expérimentation, un cadre d'échanges démultipliés dans l'intérêt mutuel, un cadre pour un accord stratégique touchant tous les domaines de coopération. Sans négliger la pertinence politique et sociale des coopérations décentralisées. C'est une véritable ambition franco-vietnamienne qu'il faut maintenant définir, mais aussi une nouvelle dynamique entre l'Union européenne et le Vietnam pour que l'accord de partenariat signé il y a peu puisse avoir réellement des résultats positifs.

Je peux vous dire, chers camarades, que le PCF est décidé à continuer et renforcer cet engagement indispensable pour que le Vietnam puisse devenir un partenaire prioritaire de la coopération française et des relations extérieures européennes.

L'histoire et les exigences du présent et du futur le permettent et le demandent. Dans la crise, la France et le Vietnam doivent s'épauler. Les «Années croisées» franco-vietnamiennes contribueront à cet effort ainsi que les Assises de la coopération décentralisée de Brest en juin 2013. De nombreuses initiatives marqueront notre engagement.

Nous souhaitons que les autorités françaises saisissent l'opportunité de cet anniversaire, à la forte symbolique politique, afin d'engager notre pays dans cette voie. Tout le monde peut constater le rôle de plus en plus important que joue le Vietnam, en particulier en Asie, au sein de l'ASEAN, dans les échanges internationaux, au sein de la francophonie.

Enfin, je voudrais souligner le bonheur qu'il y a à croiser les cultures et, pour un citoyen français, à visiter votre pays du Nord au Sud, de la mer à la montagne. Il y a au Vietnam une richesse culturelle, artistique... gastronomique qui ne peut laisser indifférent aucun Français... normalement constitué.

Vive l'amitié entre les peuples vietnamien et français !
Vive la fraternité entre les communistes vietnamien et français !

Chili des sommets à Santiago

Les trois grandes rencontres internationales qui viennent d'avoir lieu, entre le 26 et le 28 janvier, à Santiago du Chili sont, à plusieurs égards, révélatrices des dernières évolutions en cours en Amérique latine et de ses relations avec le monde.

La première rencontre entre l'Union européenne et la récemment créée Communauté des États latino-américains et des Caraïbes fait suite aux rencontres qui ont lieu entre les deux continents depuis 1999. Une nouvelle fois, l'UE a essayé de faire avancer ses objectifs : accès à un marché en croissance avec une population qui connaît une amélioration sensible de son pouvoir d'achat, des conditions privilégiées pour les investissements de ses transnationales et l'accès aux sources de matières premières et d'énergie.

Pour l'UE, cette relation est devenue stratégique dans le contexte de crise actuel. Les capitaux européens, à la recherche d'horizons plus prometteurs et de bénéfices rapides, fuient l'UE. Ils trouvent ou poussent certains pays à adapter des législations (État de droit disent les dirigeants de l'UE) à leur goût, douces avec les transnationales et dures avec le droit social. Le Chili a été ainsi l'objet des éloges des dirigeants européens et des 400 chefs d'entreprise présents à Santiago.

Face à elle, il y a trois groupes d'États : ceux qui, en Amérique du Sud, n'acceptent pas les conditions proposées et élaborent des stratégies de développement qui prévoient la défense des productions nationales et régionales et donnent la priorité à l'intégration régionale ; un deuxième groupe de pays plus faibles économiquement, notamment en Amérique centrale, qui espèrent pouvoir tirer un profit des accords de libre échange proposés par l'UE et qui reçoivent des aides européennes (par exemple lors des catastrophes naturelles) ; un troisième groupe coïncide pleinement, idéologiquement et politiquement, avec la vision néolibérale européenne et a déjà signé des accords de libre échange avec l'UE : le Chili, le Mexique, la Colombie et le Pérou.

Malgré l'absence d'Hugo Chavez, qui est gravement malade, de Rafael Correa qui est en campagne électorale et de Dilma Rousseff qui a dû rentrer suite à la tragédie qui a eu lieu lors d'un incendie qui a fait des centaines de morts dans le sud du Brésil, les présidents Evo Morales, Nicolas Maduro, Cristina Fernandez de Kirchner et José Mujica ont réussi à réduire l'offensive libérale qui a voulu figer dans le document final un



compromis en faveur d'une plus grande sécurité juridique pour les investissements. En réalité, Européens et pays libéraux ont voulu en finir avec ce qu'ils appellent l'« arbitraire » des politiques de nationalisation des ressources naturelles et d'entreprises de caractère stratégique pratiquées par les pays progressistes. Le document final parle de cette « sécurité juridique » mais aussi du droit souverain des États à les réguler.

Evo Morales a défendu les nationalisations et rejeté les privatisations des services publics. Il a critiqué l'intégration entre pays fondée sur la concurrence et non sur la complémentarité. La concurrence implique toujours qu'il y a des perdants. Il a défié les pays développés qui prétendent lutter contre le trafic de drogues mais qui se refusent à lever le secret bancaire.

Un événement historique a eu lieu au sommet de la CELAC, le lendemain du sommet euro/latino-américain : Cuba prend la présidence *pre-tempore* de cet organisme qui réunit l'ensemble des pays du continent américain sans les États-Unis et le Canada. Une campagne de dénigrement de la CELAC et d'attaques contre le gouvernement cubain a été lancée par la droite chilienne et par les médias dans une tentative de réduire la portée de ce que la presse a considéré comme « l'une des plus grandes réussites diplomatiques de La Havane ». Ils ont ressorti l'affaire de l'assassinat du sénateur Jaime Guzman pinochetiste commis en 1991 et attribué au Front patriotique Manuel Rodriguez, et le président chilien Sebastian Piñera, lui aussi adepte du pinochetisme, a accepté de transmettre une lettre au président cubain lui demandant de permettre l'arrestation d'anciens militants du FPMR qui seraient réfugiés à Cuba.

La réunion des pays de « l'Alliance du Pacifique » (Chili, Pérou, Colombie et Mexique), proches des États-Unis, fait partie de cette offensive de la droite contre l'intégration régionale impulsée par les pays progressistes. Face au refus de ces pays de faire de l'Amérique latine une vaste zone de libre échange, ceux qui représentent un tiers du PIB régional se sont accordés pour libéraliser leur commerce de biens et de services et pour intégrer leurs bourses de valeurs. Les Européens se sont montrés très intéressés par cette alliance formée par des pays riches en matières premières et avec qui l'UE a déjà signé des accords de libre échange.

L'affirmation de cette différence n'a pas réussi à amoindrir la portée de la réunion de la CELAC. Même les pays les plus à droite ne peuvent rester en dehors de la dynamique enclenchée avec la naissance de cet organisme qui donne la possibilité à l'Amérique latine de devenir un bloc capable d'arriver à des accords en faveur du développement. Le projet d'un corridor

Chili : des sommets à Santiago

trans-océanique discuté à Santiago en est un exemple: il s'agit de raccorder l'Amérique du Sud, aujourd'hui très mal communiquée par voie terrestre, avec une voie longue de 3270 kilomètres permettant la circulation des marchandises entre l'Atlantique et le Pacifique et de désenclaver des territoires. Le projet intéresse l'ensemble de l'Amérique du sud, qui a fait de la Chine l'un des principaux partenaires commerciaux. Il fait aussi partie de la stratégie d'industrialisation et de développement régional avec un marché et des chaînes de production propres. Ce projet peut apporter plus d'indépendance vis-à-vis des puissances, mais pose aussi des questions, notamment celles du respect de l'environnement et du droit des populations à décider de l'utilisation de leurs territoires.

Le Parti de la gauche européenne a voulu être présent aux cotés des forces de la gauche chilienne et latino-américaine pour faire entendre un message de solidarité et imaginer des convergences en faveur d'une relation entre les peuples des deux continents fondée sur la coopération et la complémentarité.

Avec le Forum de São Paulo, le PGE a organisé des rencontres dans le cadre du Sommet des Peuples qui

ont rassemblé quelques centaines d'organisations dans les locaux de l'Université du Chili. Il a été question de propositions alternatives pour la démocratisation des organismes internationaux, un nouvel ordre international et des constructions d'ensembles régionaux alternatives.

Un débat a eu lieu au siège de l'Institut de sciences Alejandro Lipschutz sur la relation et le rôle des mouvements sociaux et des partis politiques dans la défense de la démocratie, auquel ont participé Maite Mola, Vice-présidente du PGE, Valter Pomar, secrétaire exécutif du FSP, Barbara Figueroa, présidente de la Centrale unitaire des travailleurs du Chili, Andrés Fielbaum, président de La Fédération d'étudiants du Chili, Carlos Insunza, responsable des Relations internationales du Parti communiste du Chili Carlos Parker, responsable des Relations internationales du Parti socialiste chilien, Manuel Martin, président de la Fédération d'associations de défense de la santé publique d'Espagne et Monica Quilodran du MIR.

Obey Ament

responsable Amérique latine des Relations internationales

le billet de **Gérard Streiff**

viva Partagas !

Dans les fabriques de tabac de Cuba, il y a environ 300 lecteurs qui lisent à haute voix des romans ou des journaux aux ouvriers. Histoire de distraire mais surtout de donner goût à la littérature. On lit volontiers Émile Zola ou Victor Hugo, entre autres, aux rouleurs de Partagas ou de H. Upmann.

Cette lecture publique, typiquement cubaine, remonte au milieu du XIX^{ème} siècle. Les lecteurs viennent d'obtenir du gouvernement de La Havane le rang de « patrimoine culturel de la nation ».

Et Miguel Barnet, président de l'Union nationale des écrivains de Cuba, demande à l'Unesco que cette pratique soit déclarée patrimoine de l'humanité « à cause de son originalité et parce qu'elle a sauvé un trésor de la mémoire collective ».

Mali
rendre
la souveraineté
arrêter l'engrenage
d'une logique
guerrière



À nouveau, un pays d'Afrique est entraîné dans une logique de guerre. Le Front de gauche partage l'inquiétude des Maliens face à l'offensive des groupe djihadistes, et comprend qu'ils se sentent soulagés par toute action pouvant empêcher leur progression. Depuis plusieurs mois, les exactions et exécutions sommaires pratiquées par ces groupes dans les zones qu'ils contrôlent au nord du pays illustrent le danger qu'ils représentent pour les libertés et la dignité du peuple malien et sa souveraineté.

Le président de la République a décidé d'engager l'armée française. Mais cette intervention montre désormais le risque d'un engrenage dans une guerre sans fin prévisible, et sans véritable solution durable pour le peuple malien et la reconstruction du pays. Le risque est grand d'une déstabilisation de toute la région, comme on l'a vu en Algérie avec la prise d'otages et son dénouement tragiques.

Elle a été décidée unilatéralement, sans respect des règles fixées par l'ONU qui établissait qu'elle devait obtenir par avance l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, et être menée par des troupes de l'Union africaine, dans les limites imposée par l'exigence de la souveraineté malienne. Elle a été décidée par la présidence française sans consultation du Parlement, et ses objectifs stratégiques n'ont pas été définis, contrairement aux engagements pris par le candidat François Hollande. Elle ne se limite pas à des frappes aériennes, mais engage au sol des milliers de soldats de l'armée française, qui visent désormais à reconquérir et à occuper le Nord du Mali, outrepassant tout mandat.

Elle est engagée alors que le gouvernement assume une politique d'austérité, qui réduit les dépenses dans tous les secteurs, mais n'hésite pas devant les coûts extraordinaires d'une guerre qui va s'installer dans la

durée. Un argent qui serait plus utile dans l'aide à la coopération en Afrique, alors que celle-ci est sans cesse en diminution. Elle se déroule dans une région riche en pétrole, en minerais stratégiques, en uranium, que les grandes puissances cherchent à obtenir à bas coûts, privant les pays de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles. C'est notamment le cas de la France qui, dans la région du Sahel, vise à contrôler l'extraction de l'uranium avec AREVA.

Elle se tient dans une ancienne colonie française, et suscitera une réaction contre elle car rappelant les pratiques dominatrices de la Françafrique qui ont amenées à affaiblir les États et la démocratie dans le région. Et elle redonne un soutien aux régimes des pays voisins pourtant rejetés par leurs peuples et leurs oppositions démocratiques.

François Hollande, lors de sa première visite en Afrique en novembre dernier, répétait : « *En aucun cas, la France n'interviendra elle-même au Mali* ».

Le Front de gauche exige une clarification des objectifs stratégiques, avec un débat public transparent et un vote au Parlement, maintenant et non « *dans quatre mois* », comme l'a annoncé François Hollande. Le Front de gauche demande que soit mis fin à l'envoi de troupes françaises au sol visant la reconquête du Nord du Mali. Toute interposition africaine doit être placée sous mandat de l'ONU. La question de l'intégrité du territoire malien doit être du ressort des forces maliennes. Sa reconquête ne doit pas pour autant entraîner des exactions en retour contre les populations du nord du pays, Arabes ou Touaregs, abusivement amalgamées aux « terroristes ». Les solutions politiques doivent primer sur les logiques guerrières. La restauration de la souveraineté territoriale du pays doit aller de pair avec la reconstruction d'un État, d'une démocratie, d'une souveraineté sur les ressources naturelles, une renégociation des droits du peuple Touareg, un processus national constituant impliquant le peuple malien lui-même.

Le Front de gauche défend, et appelle à, une autre politique de la France avec l'Afrique, rompant avec les politiques de domination et d'interventions militaires répétées, qui n'ont abouti qu'à alourdir sur le dos des peuples africains le fardeau de la mondialisation libérale et des politiques d'ajustement structurels imposées par le FMI et les grandes puissances.

Le Front de gauche apporte son soutien au peuple malien et appelle à la solidarité des peuples face aux épreuves qu'il traverse.

collectif Afrique du Front de gauche

Ce texte a été conçu comme une base de travail par le collectif Afrique/Front de gauche, pour que la coordination nationale du Front de gauche prenne position sur le Mali, considérant que chacune des forces avait, selon les approches, à le préciser, l'enrichir... ce qui a été fait au fil des actualités.



Depuis l'automne 2011, un atelier thématique, un collectif *Afrique/ Front de gauche* s'est constitué. Il a publié, à l'occasion de l'élection présidentielle, des *Propositions pour une autre politique de la France*.

Ce document représente un outil de travail utile pour les communistes qui veulent engager des débats sur l'Afrique.
à disposition : sylvie.jan@free.fr

Israël la droite et le châtement

Hadash a conservé son électorat. 112 000 juifs et arabes ont voté et Hadash a obtenu 4 sièges à la Knesset

Au terme d'une courte campagne électorale, la situation est assez claire : la défaite personnelle du chef de la droite, le Premier ministre sortant Benyamin Netanyahu, et celle de la politique de son gouvernement. La montée des partis du centre, de gauche et des partis arabes est un des résultats de ces élections. Ce changement est remarquable d'autant plus qu'il intervient après 20 ans d'hégémonie du bloc de droite. Presque tous les partis qui ont formé le gouvernement de droite de Netanyahu ont été sanctionnés par les électeurs. Certains ont conservé leur électorat à grand peine, comme Shass. D'autres ont été pratiquement effacés de la carte politique, comme Kadima (le 1er parti aux précédentes élections de 2009 avec 28 sièges !). Mais tous ont essuyé un échec politique.

Il est possible de décrypter ces élections comme étant l'expression d'une révolte contre l'establishment politique de droite, et comme une des conséquences de la vague de protestation sociale de l'été 2011. Le soutien à la formation des stars du moment « Yesh Atid » – *Il y a un avenir* – (19 mandats), la duplication de Meretz et le renforcement de la représentation du parti travailliste, sont l'expression électorale de cette révolte, même si leur message est flou.

Hadash et les élections

Selon les résultats officiels publiés dans la matinée du 23 janvier, Hadash a conservé son électorat : environ 112,000 électeurs, chiffre semblable aux élections de 2009. Mais par rapport au nombre croissant d'électeurs et au fort pourcentage de votes, la force relative de Hadash a baissé de 3,3% en 2009 à 3,1%.

Les militants de Hadash ont mené un rude et complexe combat politique au sein du public arabe et juif à



la fois. Les militants de Hadash, le Parti communiste et les jeunes communistes ont prouvé qu'ils étaient des représentants fidèles dans la révolte sociale de 2011, dans les combats de classe et dans la lutte pour l'égalité pour la population arabe, dans les sphères étudiantes et aux côtés des conseillers municipaux. Mais, dans ces élections, il était difficile de lutter contre la démagogie pour « quelque chose de nouveau » promis par Lapid et ses semblables.

En ce qui concerne Hadash et ces élections, on a pu remarquer une large participation de nombreux jeunes, garçons et filles, à la tête des luttes citées, qui ont été des piliers dans l'action quotidienne du public juif et arabe.

Une menace concrète pour le gouvernement de droite

La tendance qui se dégage à l'heure de la formation de la coalition est le ralliement de Yair Lapid, celui qui est à la tête de Yesh Atid, au Likoud-Beitenou, ce qui permettra à Netanyahu de former de nouveau sous sa direction un gouvernement de droite. De toutes façons, un gouvernement « étroit » de droite (avec les ultras-religieux et « Le Foyer juif »), ou bien un gouvernement « élargi » de droite (avec en plus Yesh Atid), fera empirer la situation dans trois domaines cardinaux : la continuation de la politique néo-libérale avec ses conséquences destructrices pour les travailleurs, la continuation de l'occupation des territoires palestiniens et l'élargissement des colonies, et donc la négation de toute possibilité d'une paix israélo-palestinienne durable, et l'atteinte à la démocratie en essayant de marginaliser la population arabe d'Israël.

Les résultats de ces élections ont exprimé une crise de confiance dans la politique de Netanyahu et de Libermann, puisque la fraction parlementaire commune Likoud-Beitenou a obtenu 31 mandats contre 42 en 2009. Mais puisque de nombreux électeurs protestataires soutiennent Yair Lapid qui lui-même soutiendra sans doute Netanyahu, le changement souhaité – qui aurait pu mener à une coalition pour la paix et la justice sociale – est encore loin.

Efraim Davidi

membre de la direction du Parti communiste d'Israël



CINQUANTENAIRE DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE

Les 21 et 22 janvier derniers à Berlin, se sont tenues, en grande pompe, les célébrations franco-allemandes à l'occasion du cinquantenaire du Traité de l'Élysée.

Une rencontre au sommet d'Angela Merkel et de François Hollande, une séance commune du Bundestag et du Parlement français, des festivités musicales...

L'importance donnée, par les deux gouvernements, à une célébration du Traité qui a scellé la paix entre deux pays qui se sont si longtemps entre-déchirés, serait à saluer sans trop de réserve si une place – légitime – avait été donnée aux voix (pourtant nombreuses) qui s'élèvent pour véritablement parler de la Paix. Cependant, aujourd'hui comme autrefois, celles et ceux qui parlent de paix n'ont pas de place dans l'agenda « officiel ».

Il est à ce titre important de souligner que plusieurs événements se sont tenus en parallèle des commémorations officielles, pour que la paix soit entendue.

Les 19 et 20 janvier, un séminaire des partis et organisations pour la paix s'est tenu à Berlin, à l'initiative du Réseau international *Non à l'OTAN-Non à la Guerre* ; et durant les journées officielles les 21 et 22, une réunion Front de gauche/Die Linke.

DÉCLARATION DU SÉMINAIRE FRANCO-ALLEMAND DE BERLIN À L'OCCASION DES 50 ANS DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE – 19-20 JANVIER 2013

l'histoire franco-allemande nous enseigne que la paix est un impératif

À l'initiative du **Réseau international Non à l'OTAN-Non à la Guerre**, avec le soutien du **Mouvement de la Paix** (France), du **Collectif OTAN-Afghanistan** (réseau français contre l'OTAN et la guerre d'Afghanistan) et de **Kooperation für den Frieden** (Allemagne), les 19 et 20 janvier 2013, et pour la première fois depuis au moins 15 ans, des représentants des mouvements de paix français et allemands se sont retrouvés pour deux jours de séminaire à Berlin.

Cette réunion se tenait à l'occasion des commémorations et célébrations officielles, entre les parlementaires français et Allemands, du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée. Ces textes constituent les fondations de l'amitié franco-allemande et de la relation de paix entre ces deux pays, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Cette amitié est une amitié entre États et gouvernements, mais avant tout une amitié entre les peuples, après des centaines d'années de haines et de guerres. La réconciliation et la paix entre la France et l'Allemagne sont des succès historiques qui doivent être rappelés, célébrés et amplifiés. Nous pensons qu'un engagement plus profond pour la paix est nécessaire, surtout de la base des sociétés vers le haut, puisque nos gouvernements mènent actuellement des interventions militaires... tout en préparant les célébrations du centenaire de la Première Guerre mondiale en 2014.

La paix entre la France et l'Allemagne ne signifie pas que ces deux pays ne font plus la guerre ! Ils sont tous les deux, actuellement, engagés dans des guerres.

Nous rejetons les discours officiels sur la « paix », dont l'unique fonction est de masquer le rôle que nos gouvernements jouent dans des guerres, et leurs logiques politiques de guerre. Nous déclarons que la France et l'Allemagne ne sont certes plus en guerre entre elles, mais qu'elles combattent côte à côte pour un ordre néolibéral et une redistribution géo-stratégique en leur faveur des ressources naturelles et des profits. Ces deux pays poursuivent ces objectifs au Mali, en Afghanistan, en Somalie et dans les Balkans. La « guerre contre le terrorisme » renforce et développe les « forces terroristes » et s'avère totalement inappropriée pour éradiquer les causes idéologiques et sociales des fondamentalismes. La guerre, c'est la terreur contre les peuples. La Paix et les réponses aux défis majeurs du monde d'aujourd'hui ne peuvent se trouver que dans des processus de résolution politique et civile des conflits, dans la justice sociale, la démocratie, l'équilibre et la réconciliation entre les peuples, dans le respect de l'environnement et de la nature.

Nous rejetons toute forme d'intervention de type néo-colonial.

La guerre ne résout pas les problèmes, elle les aggrave!





cinquantenaire du Traité de l'Élysée

Des deux côtés du Rhin, il y a des évolutions dangereuses qu'il convient de ne pas taire. En particulier dans le contexte de crise politique et économique européenne très profonde et une implication de l'Europe dans des guerres, les défis historiques et d'actualité doivent être au cœur des discussions. Les mouvements de paix français et allemands souhaitent travailler de concert pour que nos sociétés s'impliquent davantage pour la paix et pour engager dans les questions historiques pour la paix d'autres acteurs tels que des historiens, les Maires pour la Paix, etc.

Les rôles agressifs de nos deux pays dans la préparation de la Première Guerre mondiale, ainsi que l'engagement de longue date, et souvent sur le plan politique, de voix pour la Paix, doivent apparaître beaucoup plus dans nos préoccupations et notre champs d'action.

La Première Guerre mondiale n'est pas un « accident de l'histoire », mais le résultat inévitable des politiques de contrôle des richesses et de non redistribution équitable de celles-ci au début du 20e siècle. Les résistances françaises et allemandes contre la barbarie nazie durant la Seconde Guerre mondiale ne sont pas suffisamment prises en compte. Il conviendrait de mettre bien plus en lumière la résistance française, à laquelle des Allemands ont également participé. La responsabilité allemande dans le déclenchement des deux Guerres mondiales ne doit pas être oubliée, en particulier lorsque l'on célèbre les 50 ans du Traité de l'Élysée. De même, ne doivent plus être tus les crimes commis par l'État français dans les guerres coloniales en Indochine et en Algérie, ni sous-estimées les interventions militaires en Afrique.

La paix et la liberté, défendues par les mouvements de paix des deux pays, sont aujourd'hui des options totalement décriées, attaquées et discréditées par les gouvernements en place.

Aujourd'hui, la militarisation de l'Union européenne, conséquence du Traité de Lisbonne, est en totale opposition avec la paix et le désarmement. La politique globale d'interventionnisme de l'UE provoque guerres, souffrances et destructions dans de nombreuses parties du monde, en particulier en Afghanistan et au Mali. La France demeure une puissance nucléaire accrochée à la dissuasion, l'Allemagne mène une politique illégale de « partage nucléaire ». Les gouvernements français et allemand n'ont pas tiré la leçon principale des deux Guerres mondiales : « Plus jamais cela ». Nous souhaitons un monde sans armes nucléaires et sans guerres.

Nous savons que les politiques néolibérales conduites par les gouvernements des deux côtés du Rhin violent au quotidien les droits humains fondamentaux, tant au niveau national qu'international. Ils ont créé un climat de guerre, un concept d'« ennemi », et banalisé les conséquences de la guerre.

Lors de ce séminaire, et durant les deux ans à venir, nous avons pour objectif de parler de ce qui est laissé de côté, dissimulé, couvert par les « célébrations » officielles politiciennes. Nous envisageons de nous rencontrer à nouveau à Verdun, en janvier 2014 – « 100 ans après ». Nous souhaitons également poursuivre nos discussions sur toutes les questions restées ouvertes. La complexité de la situation internationale exige de nouvelles analyses et réponses.

Notre séminaire pour la paix se voulait aussi une protestation contre les festivités officielles. La paix, l'amitié entre les peuples, le désarmement, la résolution politique et civile des conflits doivent être au cœur de nos considérations et de nos réflexions. Nous avons besoin de démilitariser les esprits, pour une culture de la paix.

La guerre ne résout rien ! La paix est la seule solution!

Berlin, 20 janvier 2013



cinquantenaire du Traité de l'Élysée

DÉCLARATION COMMUNE FRONT DE GAUCHE/DIE LINKE
pour un nouveau partenariat franco-allemand
dans une optique de gauche

L'Histoire a retenu légitimement le 22 janvier 1963 comme une date de référence. Le Traité de l'Élysée, signé ce jour-là entre le président de la République française et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, a affirmé – par-delà les trajectoires politiques et les visées stratégiques respectives de leurs dirigeants – la volonté des deux États, théâtres de trois guerres en l'espace de moins d'un siècle, de sceller leur réconciliation durable. Le rôle éminent joué par le Général de Gaulle dans la Résistance et la Libération de la France conféra à cet acte politique exceptionnel sa portée hautement symbolique.

À l'occasion du cinquantenaire de cet événement, le parti Die Linke d'Allemagne et le Front de gauche de France unissent leurs voix pour souligner leur profond attachement à tous les actes qui, depuis la défaite du nazisme, ont contribué à consolider la paix sur le Rhin, sur l'Elbe, et en Europe en général.

Dans cet esprit, ils apprécient que le Traité de l'Élysée mette l'accent sur les notions de « concertation » ; de « consultation » ; de « coopération » ; de « coordination » ; de « rapprochement » entre les deux pays, tout en étant conscients du contexte historique, encore marqué par les stigmates de la guerre froide, dans lequel cet accord a vu le jour, et lucides sur les limites voire les contradictions qui ont marqué cette relation spéciale au fil de ces cinq décennies.

Die Linke et le Front de gauche tirent ensemble de cette expérience la conclusion que le moment est venu d'ouvrir au grand jour un processus d'élaboration collective d'un nouveau partenariat franco-allemand, dans une optique de gauche.

Il doit s'agir, à nos yeux, d'un partenariat pacifique. Nous nous élevons contre la propension pernicieuse à mesurer la « normalisation » de l'Allemagne ou l'« autorité » de la France à l'aune de leur capacité respective à intervenir militairement en dehors de leurs frontières. Les deux pays ont davantage marqué l'opinion internationale et consolidé la paix en refusant ensemble de s'aligner sur le président Bush concernant l'Irak qu'en acceptant de suivre l'OTAN en Afghanistan !

Il doit également s'agir d'un partenariat coopératif. Nous ne nous reconnaissons ni dans « une Europe qui parle allemand » ni dans un quelconque « condominium »

germano-français sur une partie du continent. La recherche permanente de convergences entre deux pays membres, aux cultures *a priori* éloignées, peut s'avérer être un facteur de cohésion de l'Union européenne – à condition de ne nourrir au sein de cette Union aucune forme de hiérarchisation ou de discrimination. Chaque peuple compte pour un.

Il doit enfin s'agir d'un partenariat citoyen. Notre vision des « échanges », des « coopérations », des « actions communes » ne se borne pas aux États. Elle vise avant tout les sociétés elles-mêmes. Aujourd'hui, elles sont voisines mais ne se connaissent trop peu et se parlent de moins en moins dans leur langue respective, malgré de nombreuses initiatives, notamment des jumelages. Ce défaut de proximité citoyenne laisse aux classes dirigeantes toute latitude pour développer des stéréotypes dépréciatifs, voire mener des campagnes de dénigrement à l'encontre du peuple « concurrent », dans une course sans fin vers le moins-disant social.

Les meilleurs apports à une authentique amitié franco-allemande sont dus aux échanges de jeunes, aux rencontres de créateurs, et aussi aux initiatives communes des militants progressistes, des acteurs des mouvements syndicaux, sociaux, écologiques, féministes, antifascistes et pacifistes, porteurs des aspirations communes à l'émancipation sociale, au progrès écologiques, à la conquête de droits démocratiques. Ce sont eux que nous devons encourager en premier.

Die Linke et le Front de gauche travailleront tout au long de l'année 2013 à concrétiser cette ambition.

Dans le contexte de la crise profonde du capitalisme, générée par le jeu débridé des marchés financiers et qui sert de prétexte aux forces dirigeantes pour organiser un véritable démontage des droits démocratiques et sociaux, nous sommes décidés à joindre nos efforts pour mettre en échec ces politiques d'austérité et l'autoritarisme qui les accompagne et ouvrir la voie à une Europe de progrès.

• Nous sommes également déterminés à faire converger nos actions dans le combat contre l'extrême droite, contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, le sexisme et l'homophobie. Nous agissons dans le même sens avec nos partenaires du Parti de la Gauche européenne.



cinquantenaire du Traité de l'Élysée

- Nous évaluerons nos expériences respectives afin d'en tirer tous les enseignements utiles : celles d'une décennie de luttes en Allemagne contre les lois Hartz et l'Agenda 2010, par exemple, aideront à éclairer nombre de Français sur certaines réalités d'un « modèle » que l'on prétend leur imposer !
- Nous développerons une étroite coopération dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité internationale et du désarmement. Nous dénonçons l'illusion selon laquelle les solutions aux problèmes de notre époque seraient de nature militaire, fût-ce dans le cadre de missions européennes. Comptant parmi les pays les plus puissants de l'Union européenne, la France et l'Allemagne portent à cet égard une responsabilité particulière pour faire progresser la cause de la paix. La coopération franco-allemande ne doit pas se traduire par un interventionnisme militaire européen. Elle doit être orientée dans le sens du développement et de la prévention – ou de la résolution politique et pacifique – des conflits. Cela vaut pour le conflit du Mali.
- Nous développerons également notre coopération à l'occasion de nos campagnes électorales respectives, particulièrement lors des élections européennes de 2014.
- D'une façon générale, nous souhaitons faire vivre dans les conditions de notre époque les meilleures traditions de nos peuples respectifs et du mouvement ouvrier et démocratique : celles de la Résistance en France et du noble combat des antifascistes allemands; celles de tous les mouvements progressistes pour la justice sociale, les droits des femmes, la solidarité et la paix.
- Nous ferons chaque année un bilan de notre coopération, établirons les axes de travail pour l'année suivante et organiserons entre nos partis toutes les consultations nécessaires.

*texte sous réserve d'adoption formelle
par l'exécutif de Die Linke le 9 février*

PETITION NATIONALE

France-Turquie

annulation immédiate de l'accord de coopération policière anti-kurde

L'assassinat politique des trois militantes kurdes au cœur de Paris vient nous rappeler le lourd tribut que ce peuple paie depuis des décennies dans l'indifférence, pour faire reconnaître ses droits politiques et culturels. Il a suscité la stupeur, l'indignation et la colère. Maintenant nous savons que les forces d'extrême droite turques, hostiles aux négociations engagées ces dernières semaines, ont voulu briser cet élan. Il revient au gouvernement français une lourde responsabilité. L'enquête pour arrêter le ou les assassins, débusquer les commanditaires et les condamner, doit être conduite en toute indépendance et menée à son terme. La France doit la vérité aux familles, au peuple kurde, à tous les amis du peuple kurde en France, aux citoyennes et citoyens français épris de démocratie. Les circonstances imposent, par ailleurs, d'assurer la protection des associations et militants kurdes qui reçoivent, depuis cet assassinat de nouvelles menaces. Or, nous sommes inquiets.

L'ancien ministre de l'intérieur de Sarkozy, Claude Guéant, a signé, en octobre 2011, un accord de coopération sécuritaire sur le dos du peuple kurde avec la Turquie.

De nombreux militants kurdes sont arrêtés sur notre territoire, leurs locaux saccagés par la police française et leurs associations interdites. Cet accord entend intensifier les arrestations et étouffer leurs revendications. Il vise à accélérer l'extradition de militants du PKK, qui mènent un combat contre la discrimination et le déni de l'identité kurde.

Pour approbation de cet accord, un projet de loi a été déposé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, le 1^{er} août 2012 à l'Assemblée nationale.

Il serait criminel de livrer ces démocrates à un régime qui viole ouvertement les droits humains, pratique quotidiennement les arrestations, la torture et les assassinats.

avec le Parti communiste français, je demande :

- **que l'enquête de nos amies assassinées soit menée jusqu'au bout.** La France doit **vérité et justice** ;
- **le retrait immédiat de l'accord de coopération policière Guéant/Fabius, anti-kurde, indigne de notre démocratie française, et liberticide** ;
- **la cessation immédiate des opérations de police contre les militants kurdes** et leurs associations ainsi que la criminalisation de leurs actions, auprès d'une justice d'exception ;
- au gouvernement français de **mettre ses accords économiques au service de la paix** et d'encourager une issue politique à ce conflit. Cette issue passe par la **libération des milliers de prisonniers politiques**, élus, journalistes, avocats, étudiants, collégiens, enfants ;
- la **libération immédiate de Sévil**, étudiante **franco-turque**, qui risque 15 ans de prison pour avoir participé à une manifestation du 1^{er} mai et défendu les droits des étudiants ;
- que cette issue politique passe par la **libération d'Abudulah Öcalan**, interlocuteur incontournable pour faire aboutir les négociations de paix ;
- à la France d'agir avec ses partenaires européens pour que le **PKK soit retiré de la liste des organisations terroristes d'Interpol.**

cette pétition est à retourner signée au
PCF/Relations internationales 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris



EZ KURDIM

Le film *Ez Kurdim* (Je suis Kurde) co-réalisé par Antoine Laurent et Nicolas Bertrand, est un voyage au fil des rencontres, porté par un poème de Musa Anter, dans le Kurdistan Turque d'aujourd'hui. Il s'intéresse notamment au problème de l'identité culturelle. Par sa poésie, ses chants, ses paysages somptueux et ses témoignages, ce documentaire porte un regard sensible sur ce peuple en quête de reconnaissance. Les visages et les histoires se succèdent et dressent peu à peu le portrait d'un peuple, dans toute sa diversité et son unité, où les femmes tiennent une place essentielle dans la résistance. Nous y retrouvons Rojbin (Fidan Dogan), assassinée à Paris le 9 janvier 2013. Documentaire de 57', il peut être suivi d'un débat en présence des réalisateurs, des animatrices et animateurs du réseau PCF/Kurdistan.

PROCHAINES DATES/PROJECTIONS

Paris - vendredi 15 février - 18h30
Soirée inaugurale de la 8ème semaine anti-coloniale

Espace Niemeyer
2 place du Colonel Fabien. Paris 19e
Métro Colonel-Fabien

Saint-Ouen - lundi 25 février - 20h30
cinéma Espace 1789
2-4 rue Alexandre Bachelet
Métro Garibaldi

Montataire - mardi 12 mars - 19h
cinéma Le Palace

Laval - mercredi 13 mars

Saint-Malo - jeudi 14 mars
cinéma Malouine

Saint-Martin d'Heyres - jeudi 21 mars
20h - cinéma Mon ciné

Mulhouse - samedi 6 avril
cinéma Le Bel Air

**délégation du PCF au procès de Sévil, le 15 janvier 2013 :
de gauche à droite, Jules Rondeau (UEC) Daniel Voguet
Pierre Barbencey journaliste, Dominique Torre
Sévil Sévimli et des amis**



RÉSEAU PCF/KURDISTAN

la connaissance, l'alliée incontournable de la solidarité

Au sein du secteur des *Relations internationales*, un groupe de travail se consacre à la question kurde. Il est composé de militantes et militants, élu-e-s, universitaires. Il existe depuis septembre 2011.

Il a pour objectif de donner à connaître la lutte du peuple kurde trop souvent méconnue qui a pourtant de nombreuses répercussions en France.

Il met à la disposition des organisations du parti, la possibilité de temps de sensibilisation, d'information. Ceux-ci peuvent prendre plusieurs formes adaptées aux besoins :

- temps d'échange pour les responsables des fédérations
- cours internes et conférences publiques
- projection du film *Ez Kurdim* (Je suis Kurde) suivi d'un débat en présence d'un-e membre du réseau et des co-réalisateurs.

contact pour plus de précisions :
sylvie.jan@free.fr - 06 21 02 21 30



**Sévil Sévimli (au centre)
confiante dans la solidarité internationale
entourée de Jules Rondeau
responsable de l'UEC aux questions internationales
engagé pour la libération des étudiant-e-s
emprisonné-e-s en Turquie, (à gauche)
et Pierre Barbencey, journaliste à l'Humanité**

Pétition UEC pour la libération et la relaxe de Sevil Sevimli :

<http://www.etudiants-communistes.org/2013/01/22-libert%C3%A9-sevil-sevimli-7165#.UQvxyKXK7mc>

Sevil Sevimli, symbole de la répression des progressistes en Turquie, analyse sur la situation des prisonniers politiques en Turquie :

<http://www.etudiants-communistes.org/2013/01/31-sevil-sevimli-symbole-r%C3%A9pression-progressistes-en-turquie-7202#.UQvx9aXK7mc>

MONDE ARABE

Égypte

Le 15 janvier, **soirée d'information à la Bourse du Travail organisée par Solidaires/ATTAC/CEDETIM** avec Patrick Margaté pour le PCF.

Manifestation de solidarité avec le peuple égyptien à Paris à l'occasion du **2ème anniversaire de la Révolution**, le 25 janvier, à l'initiative des jeunes révolutionnaires, avec une intervention de Patrick Margaté pour le PCF.

Syrie

Le 20 janvier, à l'occasion du **banquet du PCF d'Ivry, loto de solidarité avec le peuple syrien**. Prise de parole de Patrick Margaté et Lamis Zolhef pour Souria-Houria.

Palestine

Rencontre avec **Shawan Jabarin, directeur de l'ONG palestinienne Al-Shaq sur la question de détentions arbitraires** le 22 janvier, avec Yann Leroy, Mathilde Caroly, Nathalie Lhopitault, Patrick Margaté qui représentaient le PCF.

Tunisie

Une **délégation du Front populaire – coalition de 12 partis de la gauche dont le Parti des Travailleurs** – est reçue par Jacques Fath et Patrick Margaté le 17 janvier, afin de faire le point sur la situation en Tunisie et sur la solidarité.

EUROPE

Du 11 au 13 janvier, **Bureau exécutif du Parti de la Gauche européenne à Berlin**, avec les participations de Pierre Laurent, président, de Christine Mendelsohn et de Jean-François Gau, représentants du PCF.

Le 19 janvier à Charleroi, s'est tenu le **colloque du PGE *La peur du rouge en Europe, démocratie en péril : anticommunisme, anti-syndicalisme, criminalisation des luttes et montée de l'extrême droite***, avec Pierre Laurent, Patrice Cohen-Seat et José Cordon pour le PCF.

Le 29 janvier à Bobigny, a eu lieu la **rencontre-débat *Austérité-luttes et lolidarité en Europe, en présence de la CGT, la FSU, les Commissions ouvrières (Espagne), avec Marie-Christine Vergiat (GUE-GVN) et Savas Robolis (Grèce, Institut syndical du travail)***. Participation de José Cordon pour le PCF.

Cinquantenaire du Traité de l'Élysée

Les 19 et 20 janvier un **séminaire franco-allemand pour la Paix, à l'initiative du réseau international *Non à l'OTAN-Non à la guerre*, avec le soutien du Collectif national OTAN-Afghanistan et du Mouvement de la paix**, s'est tenu à Berlin, avec pour le PCF, Jacques Fath et Claire Chastain, ainsi que Francis Wurtz.

Le 21 janvier a eu lieu une **réunion à Berlin du Front de gauche et de Die Linke**, avec pour représenter le PCF, Pierre Laurent et Francis Wurtz.

Le 22, les festivités officielles ont rassemblé dans une **séance parlementaire commune**, le Bundestag et le Parlement français. **Des parlementaires Front de gauche étaient présents. André Chassaigne**, président du Groupe GDR à l'Assemblée nationale, est intervenu.

Dans l'agenda du PGE :

Le 1er février, se tiendra un **meeting européen du PGE à Rome, avec le pôle *Rivoluzione civile***.

KURDISTAN DE TURQUIE

Assassinat de Rojbin (Fidan Dogan), Sakiné Cansiz, Leyla Soylemez, dans les locaux du centre d'Information du Kurdistan, rue La Fayette à Paris. Nadine Garcia, Jacques Fath et Pierre Laurent se sont rendus immédiatement sur les lieux où des milliers de Kurdes se sont spontanément rassemblés (10 janvier 2013).

Communiqué du PCF le 10 janvier 2013

(<http://www.pcf.fr/33898>)

Manifestation européenne à Paris, organisée par les associations kurdes, en riposte au triple meurtre. La manifestation s'est conclue par un **rassemblement, place du Colonel Fabien avec des dizaines de milliers de personnes**. Intervention de Jacques Fath, Michel Billout, Marie-Christine Vergiat (12 janvier 2013).

Délégation du PCF et de l'UEC en Turquie pour assister au procès de Sévil Sévmili. Participation de Dominique Torre, Daniel Voguet, Estelle Le Joncourt, pour le PCF et Jules Rondeau pour l'UEC (13 -19 janvier 2013).

Appel de Pierre Laurent à l'occasion des vœux devant la presse, pour s'engager dans la solidarité avec le peuple kurde et pour que « Rojbin, Sakiné et Leyla ne tombent pas dans l'oubli ». **Soutien à Sévil Sévmili** (14 janvier 2013).

Cérémonie officielle d'adieux à Villiers-le-Bel (95) et meeting. Intervention de Sylvie Jan au nom du PCF et de la coordination des associations de solidarité avec les Kurdes (15 janvier 2013).

Accompagnement des familles pour le retour des corps à Diyarbakir. Participation de Sylvie Jan (16-17 janvier 2013).

Projection du film *Ez Kurdim* à Auvers-sur-Oise (20 janvier 2013) Participation de Sylvie Jan.

Hommage rendu à nos amies kurdes et soutien à Sévil Sévmili à Lyon par la fédération du PCF. Participation notamment de Danièle Lebail, Guy Fisher, Marie-France Vieux-Marcaud et Sylvie Jan pour le PCF, Mathieu Bauhin et Jules Rondeau pour l'UEC (22 janvier 2013).

Marche silencieuse à Rennes à l'initiative d'*Amitiés-Kurdes de Bretagne* avec le soutien de la municipalité et de nombreuses organisations. Intervention de Sylvie Jan aussi au nom de Wilfrid Lunel, secrétaire fédéral du PCF de l'Île et de Vilaine alors en congrès départemental (26 janvier 2013).

ASIE

Vietnam

Lors de la Cérémonie pour le **40e anniversaire des Accords de Paris**, le 24 janvier, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est exprimé à l'Ambassade du Vietnam en France, à l'invitation de l'Ambassadeur.

AFRIQUE

Conférence *Sankara et la révolution burkinabée* de Bruno Jaffré, organisée par **Espaces Marx**, avec la participation de Laetitia Suhecki, Sylvie Jan et Marine Malberg, au siège du PCF (29/01/2013).



AMERIQUE LATINE

Chili

Carlos Insunza Rojas, responsable des relations internationales du PC chilien est reçu par Jacques Fath et Obey Ament le 8 janvier.

Le 24 janvier, participation d'Obey Ament pour le PCF, à Santiago du Chili au séminaire *La relation entre les partis politiques et les mouvements sociaux dans la lutte pour la démocratie* organisé par le Parti de la gauche européenne et le Forum de São Paulo .

Les 26 et 27 janvier, participation d'Obey Ament pour le PCF, au **Sommet des Peuples à Santiago du Chili**, en parallèle du Sommet UE/CELAC.

Nicaragua

Ruth Tapia Roa, ambassadrice du Nicaragua, est reçue par Jacques Fath et Obey Ament le 17 janvier.

Le **Parti communiste français**
publie régulièrement des communiqués
liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver
intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans ***l'Humanité***,
un article sur la situation internationale,
publié dans le supplément ***Communistes***

Égypte : révolution An II

Il y a juste 2 ans, le peuple égyptien chassait le dictateur Moubarak du pouvoir, à l'issue de manifestations massives dans tout le pays. « *Une nouvelle étape de la Révolution s'engage* », déclaraient les communistes égyptiens.

L'Égypte allait en effet traverser 24 mois d'intenses confrontations politiques, de manifestations populaires durement réprimées, de campagnes électorales à répétition, tout cela sur fond de mouvements sociaux. Aujourd'hui, les Frères musulmans dirigent le pays et tentent d'asseoir leur hégémonie. « Alors tout ça pour en arriver là, pour passer de la dictature de Moubarak à celle de Morsi ? ». Et si, au contraire, l'Égypte était à la veille d'une nouvelle phase de son processus de transition démocratique et sociale ? La question mérite examen.

Qu'en est-il vraiment de la situation en Égypte ?

Janvier 2011, le peuple égyptien se lève contre Moubarak, « *dictateur sous protection occidentale* », et fait souffler à son tour le vent des Révolutions des peuples du monde arabe, initié par le peuple tunisien.

La répression d'un pouvoir à bout de souffle est féroce. Mille deux cent morts, huit mille blessés, des milliers de manifestants arrêtés, torturés, emprisonnés, encore aujourd'hui. Ces victimes de la police, des sbires de Moubarak et de son armée, attendent toujours justice et réparation.

Cette révolution est portée par des millions de voix d'hommes et de femmes égyptiens qui crient « *Pain, liberté, justice sociale* ». Malgré la répression, la puissance des manifestations, dans lesquelles les jeunes tiennent une place prépondérante, obtient le départ de Moubarak, lâché par les forces armées avec l'accord des États-Unis. Les Frères musulmans, après avoir longtemps hésité sur leur participation, cherchent à s'attribuer les lauriers d'une victoire qui ne leur appartient pas.

L'Égypte entre alors dans la deuxième phase de sa Révolution, qui voit s'installer peu à peu un nouveau paysage politique où les Frères musulmans sont dominants, et les forces progressistes et de gauche, affaiblies par 50 ans de répression et divisions, apparaissent comme les grandes perdantes.

Coup sur coup, Frères musulmans et Salafistes remportent en novembre 2011 et mars 2012 les élections législatives, puis les élections présidentielles de juin 2012 qui voient l'élection de Mohamed Morsi, président du Parti de la liberté et de la justice, formation

issue des Frères musulmans, et enfin le référendum sur la Constitution en décembre 2012. Carton plein...

Cette série de victoires des partis religieux en Égypte et en Tunisie a conduit certains commentateurs à manier la litote saisonnière. « *Après le printemps arabe, l'hiver islamique* ». Pas si simple.

En effet, à l'examen attentif des résultats obtenus par les candidats des Frères musulmans, on constate d'abord qu'à chaque élection qui passe, leur influence ne cesse de baisser, au point de perdre 15 points entre novembre 2011 et juin 2012. Ensuite, ces résultats ne sont obtenus qu'avec une participation dépassant rarement les 50% de votants. Ce qui fait qu'aujourd'hui, les Frères musulmans représentent à peine 20% du corps électoral. On est donc loin d'une Égypte devenue islamique !

Reste qu'avec ses 20%, les Frères musulmans sont la première force politique en Égypte. Ils le doivent à leur opposition au régime Moubarak et à la répression qui s'est abattue sur ses militants, à des moyens financiers importants venant des pays du Golfe et d'un réseau militant efficace, formé en Arabie Saoudite, et implanté dans les quartiers et les campagnes. Pourtant, à l'épreuve du pouvoir, et du mécontentement grandissant de la population, ils se heurtent aux exigences démocratiques, économiques et sociales des objectifs de la Révolution : PAIN/LIBERTE/JUSTICE SOCIALE.

Les libertés

La Constitution représente, à cet égard, la rupture consommée avec les objectifs de la Révolution. Durant des mois, une commission *ad hoc*, créée par le pouvoir, a engagé sa rédaction sans que le débat soit porté devant la population. Au final, c'est à marche forcée que Mohamed Morsi impose sa rédaction avec une assemblée homogène, l'opposition ayant quitté ses bancs.

Puis un référendum bâclé en quelques jours, entaché de nombreuses fraudes, ne mobilise que 32% des Égyptiens, permet aux Frères musulmans de l'emporter avec 64% des votants. À noter qu'une partie de l'opposition a longtemps hésité sur l'attitude à tenir, passant en quelques jours de l'abstention au vote Non, ajoutant à la confusion ambiante et à l'indifférence d'une majorité d'Égyptiens. Au final, voilà une Constitution seulement approuvée par un Égyptien sur cinq !

Reste que c'est cette Constitution est aujourd'hui celle de l'Égypte. Elle cherche à imposer une vision de la société égyptienne contraire aux aspirations démocratiques. Elle représente une tentative d'assurer l'hé-

Égypte : révolution An II

gémonie d'un courant politico-religieux sur une société en bridant tout ce qui peut mettre en cause son pouvoir fondé sur des préceptes religieux. Que ce soit la place des femmes où la notion d'égalité a disparu, des libertés syndicales, l'absence de référence aux droits sociaux, fondamentaux, de l'indépendance de la justice, tout ce qui peut mettre en cause le pouvoir en place est suspect et, donc, doit être limité au prix de libertés individuelles et collectives.

Ce n'est pas pour cela que se sont levés les Égyptiens, pour passer d'un pouvoir autoritaire à un autre, fut-il celui des Frères musulmans. Car si les Égyptiens sont très attachés à la religion, qu'ils soient musulmans ou coptes (chrétiens), ils ne veulent pas l'islamisation de leur société.

Et le pain et la justice sociale ?

Un programme néo-libéral habillé de formules islamistes, voilà à quoi peut se résumer la politique économique. Durant la campagne électorale de l'élection présidentielle, Mohamed Morsi annonçait la couleur. Il prônait la poursuite des privatisations dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des transports, de l'énergie... Il appelait aux investissements étrangers à hauteur de 200 milliards sur 4 ans. Le credo libéral était proclamé « *pour appliquer la justice sociale, l'État doit aider les entrepreneurs et encourager le secteur privé* », selon l'homme d'affaires des Frères musulmans, M. Khairat El Shater.

La redistribution des richesses exigée par les révolutionnaires est reprise, mais en l'inversant : prendre au public pour donner au privé. La croissance ne cesse de baisser pour tomber à 1,5%, par contre l'inflation atteint, dépasse les 12%, et les recettes liées au tourisme ont chuté de 30%. À cela il faut ajouter la question de la dette qui plombe l'économie égyptienne, atteint des sommets historiques et pèse sur le quotidien des Égyptiens.

L'Égypte subit le poids d'une dette publique externe s'élevant à 37 milliards de dollars, fin 2011, qui, avec la dette publique interne, engloutit les 2/5ème du budget national. En 2011, le service de la dette était supérieur aux dépenses du gouvernement, prises dans leur ensemble, en matière de santé, d'éducation, de logement... Or, une grande partie de cette dette rentre dans la définition légale de « *dette illégale* » héritée du régime de Moubarak, soutenue à l'époque par les institutions financières européennes et mondiales. À juste titre, des associations et citoyens égyptiens exigent la suspension immédiate du remboursement et un audit de celle-ci. Ce que refuse le pouvoir. Face à cette crise de la dette, il préfère la recherche de prêts, qui l'aggra-

veront, et exige en contre-partie de nouveaux sacrifices pour le peuple égyptien.

Comme l'indique le FMI qui s'appête à accorder un prêt de 4,8 milliards de dollars, il s'agit « *d'accroître l'efficacité des dépenses publiques* » en « *résistant aux pressions pour les augmenter* ». L'autre volet de « *ces recommandations* » consiste à augmenter les ressources de l'État par l'impôt en élargissant le domaine de la TVA et cela d'une manière durable sur 50 produits supplémentaires de première nécessité. Mohamed Morsi a préféré suspendre cette mesure du fait de son caractère très impopulaire.

De son côté, le Qatar accorde ce mois-ci une subvention d'un milliard de dollars, en plus d'une réserve de trésorerie à la Banque centrale égyptienne de 2 milliards, pour soutenir la livre bien mal en point. Évidemment, cette politique d'austérité à outrance contre des populations déjà frappées par la pauvreté – du pain ! – et le chômage, provoque une vague de mécontentement qui n'épargne pas le pouvoir des Frères musulmans.

Aussi ce dernier s'efforce-t-il de s'assurer le soutien de certaines catégories. Ainsi les personnels des forces armées, de la police et les professeurs d'université bénéficient de hausses de salaires et de leur retraite. Sans oublier les hommes d'affaires rattachés aux Frères musulmans ou des entreprises situées dans le domaine des forces armées qui se voient épargnés de tout impôt sur le revenu, les plus-values, ou sur la fortune.

Il en est différemment du sort des ouvriers, des paysans, des travailleurs dans le secteur informel et des habitants des bidonvilles. Il en est de même pour les jeunes, acteurs de la Révolution, qui veulent la justice sociale comme les 8 millions de chômeurs qui représentent 25% de la population active.

Dans ces conditions, rien d'étonnant qu'en 2012, l'Égypte ait connu une période de puissantes mobilisations sociales. Trois mille deux cent quarante mouvements ont été recensés, soit plus 24% sur 2011. Des grèves puissantes de milliers d'ouvriers se sont déroulées dans l'industrie textile, de tabac, de faïencerie, mais aussi chez les médecins face à la situation dramatique de la santé. La Fédération des syndicats indépendants déjà active sous Moubarak s'est développée. Elle compte 2,5 millions d'adhérents, se heurte au syndicat officiel, seul autorisé qui impose la cotisation syndicale et sociale, prélevée sur les salaires, liant ainsi les salariés. Aujourd'hui, l'exigence d'un salaire minimum de 1200 livres égyptiennes est devenue une exigence largement partagée.

Égypte : révolution An II

Mais, dans la sphère économique, il y a un autre acteur clef : c'est l'armée. Déjà État dans l'État sous Moubarak, l'armée reste très active dans l'immobilier, les services, les réseaux de distribution de gaz, l'élevage... L'opacité de ses activités permet évidemment toutes les dérives, en matière de corruption, dans ses liens avec le pouvoir, et de moyens de pression. Après la victoire des Frères musulmans, qu'elle a longtemps combattu, les forces armées égyptiennes ont su s'adapter, au prix de quelques concessions, au terme d'un accord gagnant/gagnant avec le nouveau pouvoir. Toutefois, les lignes jaunes à ne pas dépasser sont connues des deux protagonistes. Cette diplomatie secrète, doublée d'activités prédatrices, se fait sur le dos de millions d'Égyptiens, au prix de leur pauvreté, du chômage. S'ils se révoltent, ils continueront d'être passibles de tribunaux militaires, comme 13 000 d'entre eux aujourd'hui.

Et demain ?

La voie choisie par les Frères musulmans de poursuivre et d'intensifier cette politique néo-libérale à la sauce islamique, pour la rendre plus acceptable à ceux qui vont la subir, provoque une contestation sociale qui peut déboucher sur une recherche de solutions politiques et mettre un terme à cette « *parenthèse islamique* » des Frères Musulmans. Les prochaines élections législatives dans deux mois sont aux yeux de nombreux Égyptiens l'occasion de tourner la page.

Les forces politiques de l'opposition sont diverses. Elles vont des représentants de l'ancien régime, comme Ahmed Chafik, qui a réalisé 23,6% au 1er tour des présidentielles ; au courant libéral, laïc, représenté aujourd'hui par le Front national du salut, avec des personnalités comme El Baradei, Prix Nobel de la paix, Amr Moussa, ancien secrétaire de la Ligue arabe, et Hamdine Sabbahi, chef du Courant populaire, qui avait recueilli 20% des voix au premier tour de la présidentielle en juin 2011. Il y a également, au sein de la mou-

vance islamique, des concurrents aux Frères musulmans, comme les salafistes du Parti El Nour, et des personnalités comme Abouel Fothu, ex-responsables des Frères.

Enfin, il y a les nombreuses organisations de gauche et progressistes qui cherchent à se regrouper pour peser dans le débat et représenter demain une alternative pour une Égypte démocratique et sociale. Le Front socialiste regroupe plusieurs de ces partis dont le Parti communiste égyptien et le Parti socialiste avec qui nos liens sont anciens. Khalid Ali, avocat des ouvriers, des paysans, du droit des salaires, portait les couleurs de ces courants de gauche lors des dernières présidentielles.

Reste que les Frères musulmans ne sont pas disposés à abandonner le pouvoir tant convoité. Et il ne suffira pas de dénoncer leur politique pour gagner l'adhésion de millions d'Égyptiens qui sont en attente de vraies réponses conformes aux espoirs qu'a fait naître la Révolution et qui restent vivaces.

Pour la gauche égyptienne, il y a un rendez-vous à ne pas manquer, pour faire avancer le processus de la Révolution sur la voie voulue par celles et ceux qui l'ont fait et empêcher qu'elle se perde dans les chemins de traverse. Comme le déclarait une militante égyptienne : « Nous sommes en train de passer maintenant de la période de résistance à celle de la contre-offensive ». Plus que jamais notre soutien et notre solidarité vont à ces femmes et hommes, aux forces progressistes engagés dans ce combat libérateur.

Patrick Margaté

responsable *Monde arabe des Relations internationales*

Sources :

Présentation de Saker el Nour à la soirée d'information organisée à Paris par l'Union syndicale solidaire, Attac et le Cedetim le 15 janvier 2013.

Tunisie : le processus révolutionnaire se poursuit

Deux ans après la révolution, l'ambiance n'est pas à la fête !

Deux années se sont écoulées depuis la révolution qui a entraîné la chute du dictateur Ben Ali, ouvrant la voie pour d'autres soulèvements dans les pays arabes, voire même au-delà. Pourtant, en Tunisie, l'ambiance n'était pas vraiment à la fête. La commémoration a pris des airs de protestation populaire dans de nombreuses régions, les célébrations officielles ont été interrompues par les citoyennes et les citoyens floués par les promesses du gouvernement de transition, obligeant les présidents de la République et de la Constituante à quitter les lieux, comme à Sidi Bouzid le 17 décembre dernier.

Depuis, le gouvernement a relancé l'idée d'un remaniement ministériel qui se fait attendre. En perte de popularité, la Troïka, composée par les islamistes d'En-ahdha, CPR et Ettakatol, est traversée par une crise sévère.

Un climat social en ébullition

Les régions qui ont été le berceau de la révolution, se sont encore mobilisées : grèves générales, manifestations, occupations... tout comme de nombreux secteurs. Les revendications qui ont précipité la révolution en 2011 sont toujours d'actualité. À défaut d'une amélioration de leur quotidien, les citoyens ont vu leur situation empirer. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter, les produits de première nécessité deviennent de plus en plus inaccessibles à leurs maigres bourses. Pire, aucune perspective de développement en vue. Le sentiment qu'En-nahdha et son gouvernement ont tourné le dos aux objectifs de la révolution est de plus en plus partagé.

La deuxième année qui a suivi la révolution a été marquée par la réponse répressive aux manifestations pacifiques. La brutalité particulière contre les manifestants à Siliana en est la plus emblématique. Par l'utilisation des tirs de chevrotine, les forces de police de la Troïka ont altéré à vie la vue de plusieurs citoyens, dont un garçon de 15 ans.

Mais quand il s'agit des violences perpétrées par les milices proches d'En-nahdha ou les salafistes, la réponse est tout autre, c'est le laxisme et l'impunité. D'où l'inquiétude grandissante des citoyens.

Un agenda politique incertain et des réformes absentes

Le gouvernement n'a manifesté aucune volonté politique d'entreprendre les réformes nécessaires pour rompre avec la dictature, il a, tout au contraire, révélé

qu'il s'applique à avoir la main mise sur l'administration et les institutions de l'État, perpétuant ainsi les pratiques de l'État-RCD.

L'indépendance des médias publics, celle de la justice, la neutralité de l'administration ou la réforme de l'appareil sécuritaire ne sont pas d'actualité.

La nouvelle constitution se fait désirer, aucun calendrier précis pour la fin de son élaboration, mais des tentatives certaines de préparer le terrain pour une nouvelle dictature, par le rejet du référentiel aux droits universels ou encore la restriction des droits des femmes.

Quant aux élections à venir, c'est le flou total, après les déclarations contradictoires de la présidence et du gouvernement dans un premier temps, c'est le silence radio depuis.

Des choix économiques dans la lignée de la dictature

Le gouvernement s'inscrit dans la continuité des politiques économiques de l'ancien régime. Il a rejeté en bloc l'idée de la suspension de la dette, laissant le peuple tunisien payer une dette qui ne lui a pas profité sous la dictature, aux dépens des urgences exigées par la révolution.

Sans concertation aucune, il a engagé la Tunisie dans le statut de partenaire privilégié avec l'UE, qui vient couronner les accords d'associations déjà inévitables signés sous Ben Ali.

Il a aussi entrepris des privatisations au profit de capitaux étrangers, notamment ceux du Qatar.

Le front populaire, l'alternative

Réunissant des partis et organisations politiques et des personnalités, pour mettre fin à l'émiettement des forces de gauche, le front populaire s'est constitué en septembre dernier, il a pour objectif « *d'accomplir le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections* ».*

Perçu comme une alternative sérieuse et crédible qui rompt réellement avec la dictature, le front gagne en popularité, mettant à mal la prétendue bipolarisation de la vie politique : En-nahdha, ses alliés/Nidaa Tounès (lieu de recyclage de l'ancien RCD).

C'est cette dynamique unitaire et révolutionnaire qui permettra de contrecarrer ces forces de la contre-révolution !

Adel Thabet

membre de la direction nationale du Parti des travailleurs chargé des Relations internationales

membre de la coordination Île-de-France du Front populaire de Tunisie

* Charte politique du Front Populaire :

<http://front-populaire.fr/front-populaire-projet-de-la-charte-politique>